

ANNEXE 15. VOLET URBANISTIQUE DE LA DEMANDE

15.1. INTRODUCTION

La présente annexe vise les travaux nécessitant une autorisation urbanistique (donc soumis à permis d'urbanisme s'ils n'étaient associés à un projet d'exploitation).

Elle rassemble les données administratives concernant ces travaux, en renvoyant le lecteur, le cas échéant, vers d'autres annexes. Elle fournit aussi les données techniques qui ne peuvent figurer sur les plans de ces travaux, plans qui sont joints en annexe 4.

Concrètement, les travaux concernés sont :

15.1.1 Modifications de relief (Déblai de terre et pierre via l'exploitation proprement dite de la carrière, remblayage du site avec les stériles d'exploitation + valorisation de terres exogènes)

L'ensemble de ces activités sont classés par le CoDT comme travaux non soumis à concours d'architecte.

15.1.2 Construction de chemins ruraux, construction d'une cabine électrique

La demande comprend le déplacement de chemins, conformément au décret de février 2014 relatif à la voirie communale. Le volet "mobilité" de ces travaux est décrit et justifié par l'ANNEXE 16. , le volet "construction" relève de la présente annexe.

La régularisation de la cabine électrique supplémentaire "B013", près des bureaux, et de la cabine "B014" près du traitement final des matériaux, ainsi que la construction projetée de la cabine I015 relèvent aussi de cette catégorie (les autres cabines sont couvertes soit par permis unique de 2015, soit par permis d'urbanisme de 2021).

Tous ces travaux sont à considérer comme "travaux techniques", également non soumis au concours d'architecte.

15.1.3 Boisement, déboisement

Indirectement, les travaux d'exploitation de la carrière nécessiteront un déboisement (abattages de futaies feuillues, haies et arbres isolés) tandis que son réaménagement (ainsi que les mesures d'aménagement paysager) visera implicitement des plantations de haies et de futaies.

15.2. ELEMENTS COMMUNS AUX DIFFERENTS VOLETS DE LA DEMANDE

La demande de permis :

En l'occurrence, comme démontré en introduction, il n'y a pas une, mais des demandes de permis :

- ➔ Formulaire Annexe 6 du CoDT (modification de relief, entreposage...)
- ➔ Formulaire Annexe 7 du CoDT (boisement, déboisement)
- ➔ Formulaire annexe 8 du CoDT (travaux techniques).

Ces formulaires sont joints à la fin de la présente annexe.

Le plan de situation : ce plan est déjà fourni à l'annexe 2 de la demande de permis unique : extrait de la carte IGN au 1/10000^{ème} + plan de secteur + IGN 25000.

Le plan d'implantation : voir le "plan descriptif général de la demande", n° **AN04-1 et AN04-2**.

Le formulaire "annexe 8 de l'AGW relatif à la gestion et à l'assainissement des sols" :

Ce formulaire joint à la suite des formulaires de demande de permis, établit que la demande n'est pas soumise à étude d'orientation sur base du fait générateur "permis d'urbanisme".

Les photos du site : voir

- le reportage photo sur documents A3, joint à la fin de la présente annexe, à la suite des formulaires.
- Le reportage photo relatif aux déplacements de voirie, en plein texte de l'ANNEXE 16.
- L'EIE, partie Rapport technique", qui fournit également plusieurs photos commentées.

15.3. ELEMENTS RELATIFS AU VOLET "MODIFICATION SENSIBLE DE RELIEF DU SOL" COMMENTAIRES DES PLANS

Les plans visant ce volet de la demande de permis unique sont :

- ceux décrits en ANNEXE 10 (extension de la carrière) : plans n°AN10-1 à AN10-5 ;
- celui de l'ANNEXE 13 (valorisation de terres exogènes) : plan n° AN13.

Ces plans sont largement commentés dans ces 2 annexes, où sont précisés les surfaces, volumes, durées, natures et destinations des matériaux, etc.

15.4. ELEMENTS RELATIFS AU VOLET "TRAVAUX TECHNIQUES"

Outre tous les éléments communs cités au point 15.2, les cabines électriques visées font l'objet d'un plan spécifique : n° AN15, reprenant pour les cabines électriques B013, B014 et B015 :

- Leur implantation sur le site,
- Des vues de détail + photo (B013 et B014 : régularisation ; B015 : vue d'une cabine similaire),
- Des vues en élévation.

15.5. JUSTIFICATION DE LA DEROGATION AU PLAN DE SECTEUR

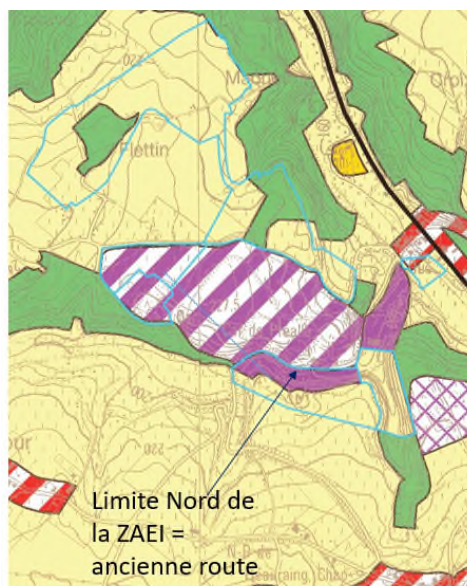
Les formulaires de demande de permis indiquent que nous demandons la dérogation au plan de secteur pour la limite Sud de la demande. Il nous a semblé préférable de la présenter et justifier ici, plutôt que de la répéter dans les formulaires de demande de permis.

Rappelons que le CoDT a renommé les "anciennes" zones d'extraction (Cwatup) en zones de dépendances d'extraction. Dès lors que la révision du plan de secteur a abouti avant l'entrée en vigueur du CoDT, et que l'on cite des avis et arrêtés préalables, on maintiendra dans ce point 15.5. l'ancienne appellation "zone d'extraction".

15.5.1 Rappel de la procédure de révision du plan de secteur

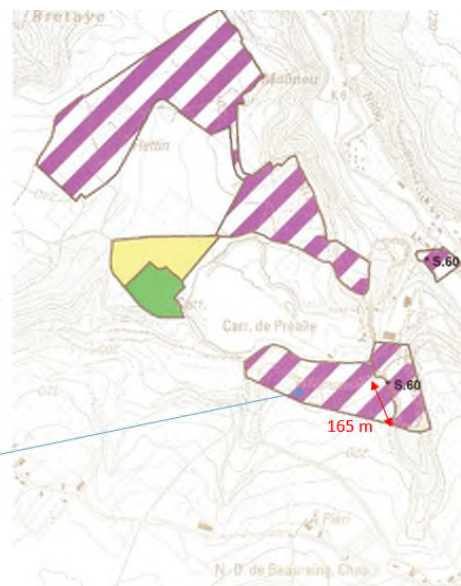
La révision du plan de secteur s'est étalée de ± 2004 à 2017. On retiendra surtout les éléments suivants, en lien avec la dérogation ici visée.

1. En situation initiale (années '90), la carrière dispose d'une zone d'extraction (entre le chemin menant d'Aisne à Tour et le chemin n°6), de 2 zones industrielles occupant le fond de vallée (zones de stockage, garage-atelier, centrale à béton...) et d'une zone "bassins de décantation". Par la révision profonde du CWATUP lors du décret de 1997 (simplification de la légende du plan de secteur), cette dernière est convertie automatiquement en zone agricole.
2. Fin 2008, le Gouvernement Wallon prend un premier arrêté qui inscrit une zone d'extraction (réserve de gisement) au Nord du chemin n°6, ainsi que les compensations planologiques (sans intérêt ici).
3. Le Rapport sur les Incidences Environnementales mené entre 2009 et 2012 fait d'importantes recommandations puisque, démontrant l'insuffisance de réserves permises par l'arrêté de 2008, il conseille d'inscrire des zones d'extraction complémentaires vers le Nord-Ouest (plateau de Flettin) et vers le Sud. La zone d'extraction Sud correspond à une extension vers le Sud de la zone capable de ± 10 m à l'Ouest et jusqu'à ± 160 m à l'Est, contre l'ancienne zone de bassins de décantation (dont il recommande la conversion en zone d'extraction "réservée à l'exploitation de bassins de décantation", prescription *S.60).
4. L'arrêté du Gouvernement Wallon "révisant provisoirement le plan de secteur", en mai 2014, suit ces recommandations, comme en témoignent ci-après les extraits cartographiques commentés de l'arrêté:
 - à gauche le plan de secteur coordonné en vigueur alors avec, en trait turquoise, le report des périmètres de révision,
 - à droite les zones à inscrire selon l'arrêté.
 - On observe que la limite Sud résultante est quasi rectiligne et rejoint le coin Sud-Ouest de la zone "*S.60 - bassins de décantation".



<< plan de secteur
avant révision +
périmètres de
révision

Révision proposée :
au Sud, outre la zone
du bassin de
décantation (*S60),
conversion de la ZAEI
en Z Extr + extension
Sud (alignement avec
zone bassin)



Extraits de la cartographie de l'arrêté du Gouvernement Wallon révisant provisoirement le plan de secteur en mai 2014. A gauche situation initiale avec report des limites de révision, à droite les zones à inscrire

5. Suite à l'enquête publique, le Conseil Communal de Durbuy a rendu un avis favorable conditionnel à la révision, souhaitant "une bande de 15 mètres de large à partir de la zone d'extraction existante, doublée par une bande de 20 à 35 mètres de large destinée à être une zone de dégagement et de plantation..."

La figure jointe à son avis indique cependant qu'il considère comme "zone d'extraction existante" la zone d'activité économique industrielle :

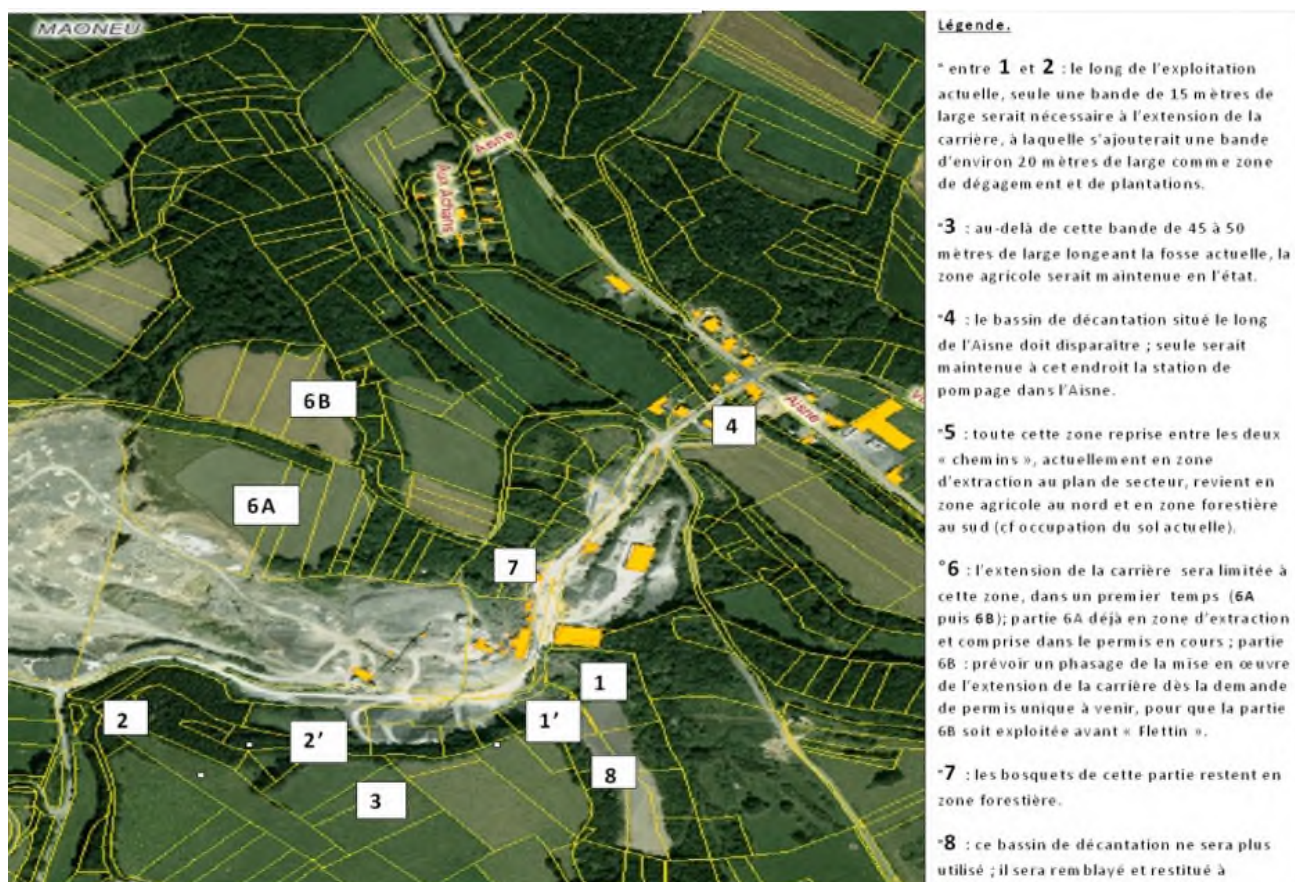


Figure jointe à l'avis du Conseil Communal de Durbuy – décembre 2014

6. L'arrêté du Gouvernement Wallon du 17 mars 2017, révisant définitivement le plan de secteur, répond que :

- *Il est favorable à la définition d'une zone de recul de 35 mètres au sein de laquelle pourra être reconstitué un écran boisé tel qu'il existait en 2009-2010 afin de préserver le village de Heyd;*
- *Ces propositions permettent de réduire les nuisances pour le village de Heyd ;*
- *Compte tenu du dépassement de l'exploitation de la zone d'extraction actuelle de plus de 50 mètres, qu'il s'indique d'inscrire dans sa partie Sud un périmètre d'isolement au sens de l'article 41, 1° du CWATUP afin de permettre la reconstitution de l'écran boisé ;*
- *Les activités de la carrière pourront dès lors prendre place dans le solde de la zone qui constitue une bande d'environ 15 mètres de large au Nord de celle-ci...*
- *Il est opportun de renoncer à l'inscription de la zone d'extraction le long de l'Aisne ainsi qu'à une partie de la zone d'extraction Sud"*

Le résultat cartographique de ce positionnement, toujours pour la partie Sud, diffère des intentions :

- inscription d'une zone d'extraction de 15 mètres de large à peine, à hauteur de la limite **Nord** de l'ancienne zone industrielle,
- inscription d'une zone d'extraction de moins de 50 mètres de large, au Sud de la précédente, avec la surimpression **"S.63"** dont le dispositif de l'AGW précise qu'elle *"est réservée à l'implantation d'un périmètre d'isolement"*.

7. L'entrée en vigueur du CoDT, postérieure à l'AGW, convertit automatiquement les zones d'extraction initiales et nouvelles en zones de dépendances d'extraction.

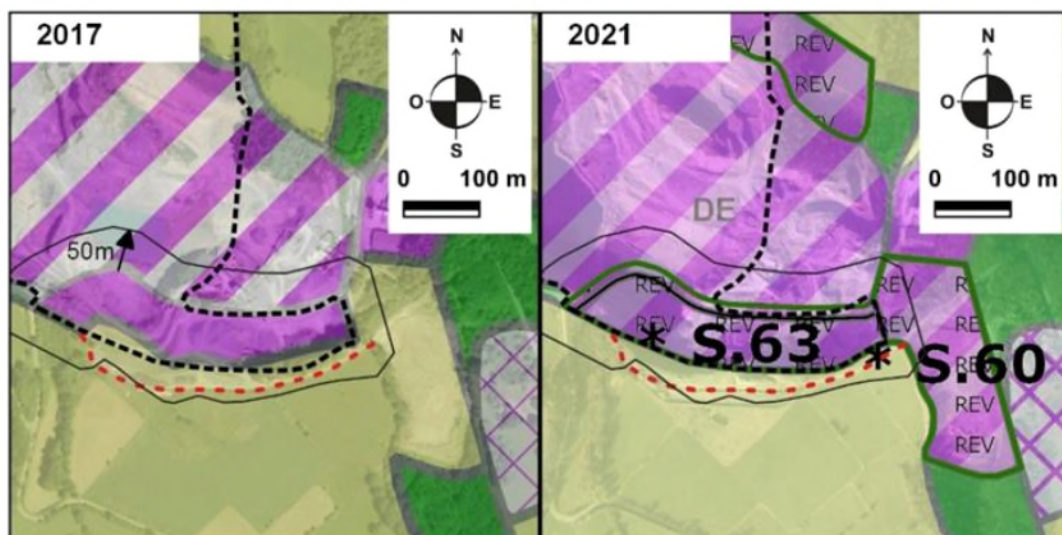
15.5.2 Interprétation du résultat de la révision en limite Sud

Pour tenir compte de l'avis du Conseil Communal de Durbuy, le Gouvernement Wallon décidait de fixer la limite Sud à une position intermédiaire entre celles du plan de secteur initial et de l'AGW de 2014 (le Gouvernement indiquant renoncer à l'inscription **d'une partie** de la zone d'extraction Sud), . Mais la traduction cartographique de cette volonté n'est pas conforme, puisqu'il en résulte :

- Un recul vers le Sud à peine visible de la limite "carrière / zone agricole", n'englobant pas les 50 mètres occupés de fait par la carrière,
- L'apparition d'une zone d'extraction réservée à un dispositif d'isolement ("**S.63**") implantée quasi intégralement dans l'ancienne zone industrielle, pourtant confirmée comme zone de stockage des produits par le permis unique de 2015 : la révision amène donc un "recul des possibilités" plutôt qu'une légère extension Sud.

La figure 203 de l'EIE (copie ci-après) résume cette situation, en comparant le plan de secteur coordonné avant révision et celui après révision. Le rayon de 50 mètres tracé au départ de l'ancienne zone industrielle montre (par transparence avec l'orthophoto) que les terrains occupés par la carrière depuis 2009-2010 n'ont pas été englobés dans la révision.

Manifestement, si dans le texte on parle d'une légère extension Sud (à partager entre exploitation et dispositif d'isolement) au départ de la limite Sud de la zone industrielle, sur plan les nouvelles limites ont été tracées en partant de la "limite Sud de la zone d'extraction existante".



LEGENDE

Localisation

- Périmètre de l'étude
- Limite Sud de l'exploitation en 2017
- Rayon de 50 mètres au départ de la zone d'activité économique industrielle de 2017

Plan de secteur en 2017

- Zone d'activité économique industrielle
- Zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel
- Zone agricole
- Zone forestière

Plan de secteur en 2021 [43796]

- Zone d'activité économique industrielle [634]
- Zone d'aménagement communal concerté à caractère économique [66]
- Zone agricole [3355]
- Zone forestière [11006]
- DE Zone de dépendance d'extraction [639]
- S.63 Prescriptions supplémentaires
- S.60

Figure 203 : Localisation de la limite Sud de l'exploitation en 2017 au regard des affectations des Plans de Secteur de 2017 et 2021 ainsi que du rayon de 50 mètres (au départ de la zone d'activité économique industrielle de 2017)

Source : ARCEA et SPW – Données issues du géoportail – WalOnMap

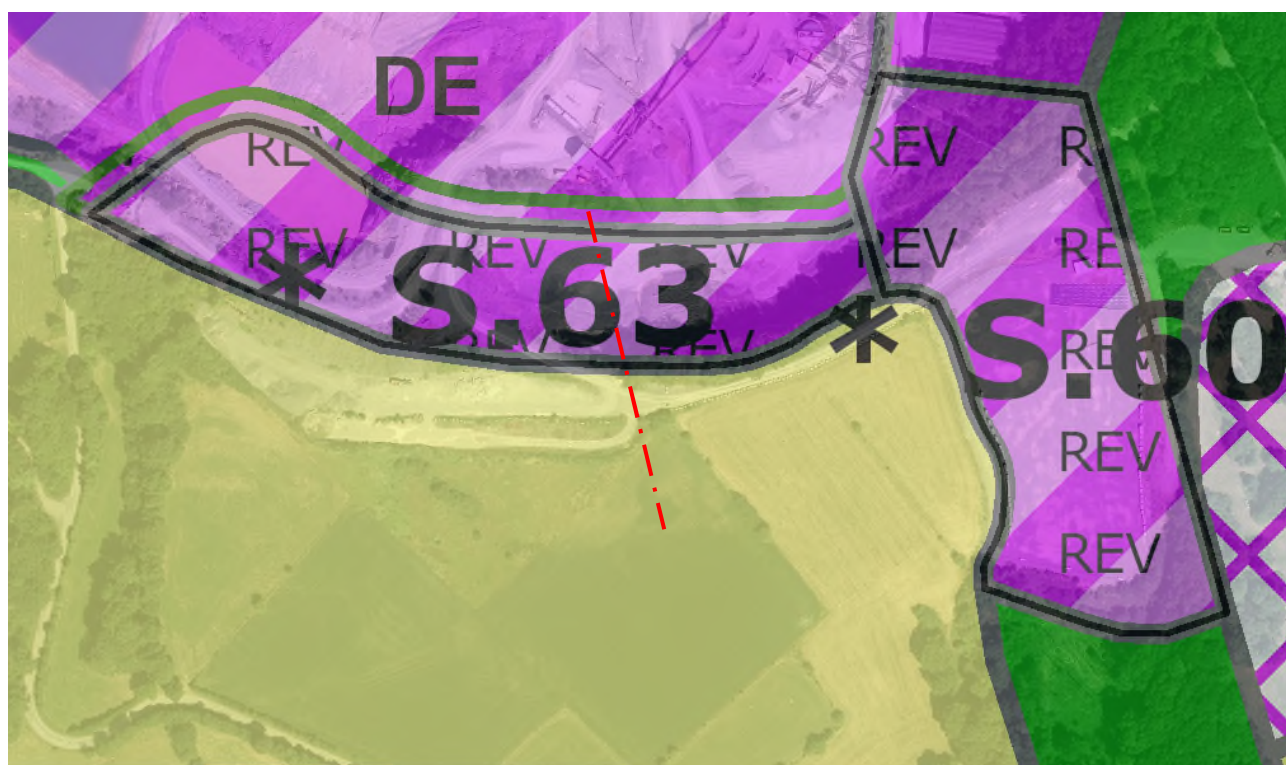
Figure 203 tirée de l'étude d'incidences jointe à la demande

La conclusion de l'auteur de l'étude d'incidences (page 347 du rapport technique) est que *la limite de la zone de dépendances d'extraction (et la prescription supplémentaire *S.63) reprise sur la cartographie disponible sur WalonMap et sur le WebGis de la DGO4 doit être revue et établie sur base des terrains occupés par la carrière en 2017 et, plus particulièrement, sur base de la limite Sud de l'exploitation de 2017.*

Sans prendre parti pour ou contre cette conclusion, sachant qu'une éventuelle rectification serait tardive, il semble nous ne pouvons que regretter le résultat de la révision du plan de secteur dans cette partie Sud du site.

15.5.3 Démonstration de l'impossibilité matérielle de respecter le plan de secteur résultant

La question technique de la mise en œuvre d'un dispositif d'isolement au Sud de la carrière, comme souhaité par l'AGW révisant le plan de secteur, doit être scindée en 2 parties, représentées sur la figure qui suit.



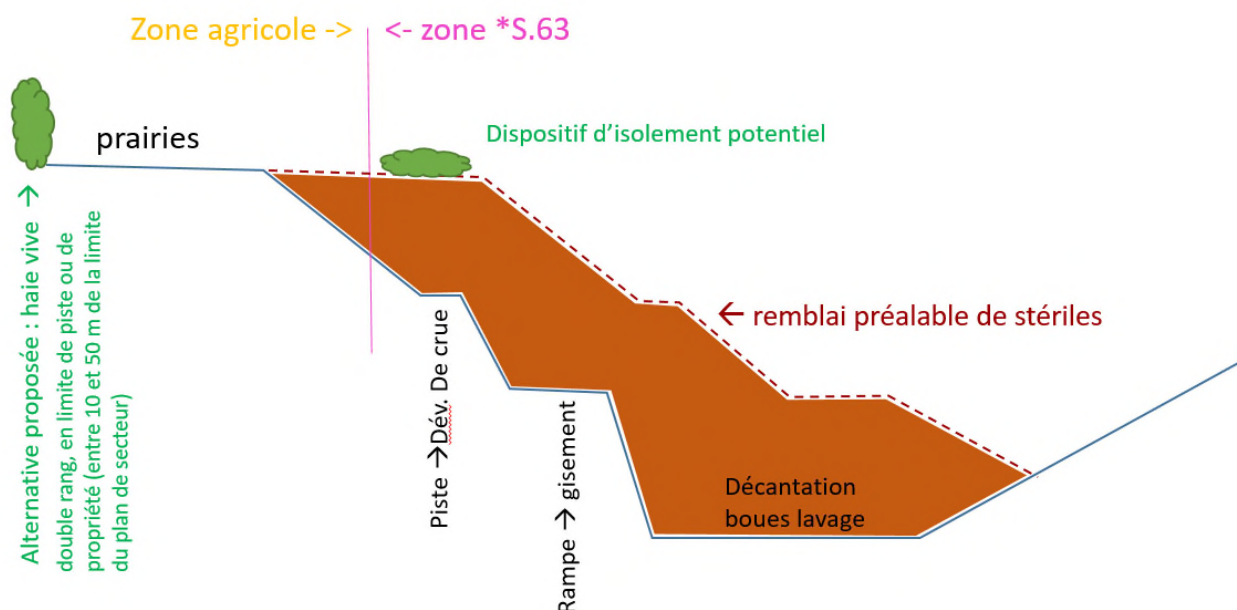
Report du plan de secteur coordonné sur orthophoto 2023, source WalonMap

A l'Est du trait rouge, il demeure un rideau boisé d'arbres hautes-tiges feuillus, croissant sur le talus naturel préservé en limite Sud de l'ancienne zone d'activité économique industrielle. La limite de la nouvelle zone correspond à la lisière Sud de ce rideau, qui peut suffire... tant que les arbres sont présents. Le principal de la zone "*S.63" est occupé par des stocks de concassés (permis unique de 2015).

A l'Ouest du trait rouge par contre, la zone inscrite est en contrebas de minimum 15 mètres vis-à-vis de la zone agricole, la limite elle-même étant dans le talus. La zone "*S.63" est en "gradins", soit du Sud vers le Nord : une piste menant au déversoir de crue (entrée du ruisseau canalisé), la rampe principale d'accès au gisement, puis le bassin de décantation des eaux de lavage.

Pour rétablir un dispositif d'isolement sur cette zone, outre la perte de la surface de stockage, il faudrait rehausser le terrain par remblais de stériles sur ± 35 m (cote de la rampe à mi-longueur : 170, cote du plateau agricole : 207) puis établir sur ces remblais un merlon et/ou un rideau boisé. Bien que permettant de remblayer "utilement" des stériles, le chantier représenterait :

- un coût sans commune mesure avec le but recherché (distance supplémentaire de transport des stériles, risques pesant sur la canalisation souterraine du ruisseau devenue inaccessible, ...),
- un important délai de réalisation, lui-même dépendant du rythme de découverte pour mettre des remblais à disposition (au minimum 8 ans).



Profil-type Sud – Nord du terrain sur moitié Ouest de la zone d'isolement : en brun le remblayage préalable nécessaire à l'obtention d'une surface de plantation à niveau.

En alternative à ces importants travaux dont les bénéfices ne seraient ressentis qu'à moyen terme, nous proposons donc la plantation de haies vives double rang, principalement en limite de propriété⁸, dès l'hiver qui suivra l'octroi du permis.

Cette haie se prolongera jusqu'en limite Est de la zone *S.63, en longeant la piste d'accès au parc photovoltaïque. Elle complètera donc le dispositif d'isolement existant sur la moitié Est de la zone (n'oublions pas que d'ici une vingtaine d'années, ces arbres seront âgés, la haie sera bienvenue pour "prendre le relais").

Sur le plan opérationnel, **cette haie est reprise dans le programme de réaménagement** (CF. ANNEXE 11. , point 11.3.1 ci-avant) et **donc incluse à la sûreté (cautionnement) prévue par le décret sur les carrières**. Graphiquement, elle figure sur le "plan de réaménagement", figure AN11.

Pouvant être plantée dès le premier hiver qui suivra l'octroi du permis unique, son budget est repris dans le "montant préconisé de la sûreté à l'octroi du permis" (point 11.6 ci-avant).

⁸ En 2 endroits, la haie coupe en travers de parcelles, mais sans modifier le "parcellaire agricole de fait" – voir plan AN11.

15.5.4 Justification de la dérogation vis-à-vis du CoDT

La dérogation au plan de secteur est donc demandée :

- vis-à-vis des articles D.II.28. (zones d'activité économique), D.II.33. (zone de dépendances d'extraction) : c'est précisément le D.II.28 qui impose de manière générale la présence d'un périmètre ou un dispositif d'isolement. Or nous l'implantons en dehors de cette zone ;
- Vis-à-vis de l'AGW de 2017 révisant le plan de secteur de la carrière de Préalles, et inscrivant une zone spécifique pour ce dispositif d'isolement, à laquelle nous dérogeons ;
- Vis-à-vis de l'article D.II.36 (zone agricole), au sein de laquelle on peut planter des haies sans permis, mais ici la haie visée est une mesure d'aménagement paysager liée au projet de carrière, projetée par l'exploitant carrier et non par un agriculteur.

La dérogation est demandée en application de l'article Art.D.IV.7. :

<u>Eléments de l'article D.IV.7</u>	<u>Application</u>
<i>"Pour des besoins économiques ou touristiques"</i>	Le permis (extension de la carrière = maintien en exploitation par mise à disposition de gisement exploitable) est demandé pour des besoins économiques évidents, juridiquement démontrés lors de la révision du plan de secteur.
<i>" pour les bâtiments et installations ou ensemble de bâtiments et installations qui forment une unité fonctionnelle"</i>	"unité fonctionnelle" : Parallélisme évident avec l'Unité Technique et Géographique visée par le décret relatif au permis d'environnement & permis unique. Le périmètre autorisé de la carrière (permis unique de 2015) forme une unité fonctionnelle, dont la limite Sud correspond à la limite Sud de l'ancienne zone industrielle.
<i>"lorsqu'il s'agit de travaux de transformation ou d'agrandissement impliquant une dérogation à l'affectation d'une zone contiguë"</i>	L'extension visée est un agrandissement, dont la mise en œuvre du dispositif d'isolement implique une dérogation à l'affectation d'une zone contiguë
<i>"à l'exception des zones naturelles, des zones de par cet des périmètres de points de vue remarquables"</i>	La zone contiguë est la zone agricole

La dérogation est justifiée ainsi, vis-à-vis du prescrit de l'article D.IV.13 :

1° "si les dérogations sont justifiées compte tenu des spécificités du projet au regard du lieu précis où celui-ci est envisagé"

La démonstration est faite aux pages précédentes que l'application stricte du plan de secteur révisé (dont on a prouvé l'erreur matérielle dans le report des limites) amènerait un coût et un délai de réalisation (du dispositif d'isolement) sans proportion avec l'objectif recherché.

La solution proposée, en dérogation au plan de secteur, se veut plus raisonnable, bien plus rapide à mettre en œuvre, sans autre bénéfice pour le demandeur.

2° "ne compromettent pas la mise en œuvre cohérente du plan de secteur ou des normes du Guide Régional d'Urbanisme dans le reste de son champ d'application"

La plantation d'une haie vive de 520 mètres en limite Sud du site, principalement en limites de parcelles agricoles :

- n'empêche nullement l'exploitation de ces parcelles agricoles, donc ne compromet pas la mise en œuvre de la zone agricole (on notera d'ailleurs que la plantation de haies en zone agricole est

largement encouragée et subventionnée),

- ne modifie pas le parcellaire agricole (parcelles au sens de l'exploitation, et non de la propriété)
- ne compromet pas la mise en œuvre cohérente du plan de secteur sur l'ensemble de la carrière de Préalles, que du contraire (aménager la zone d'isolement telle que prévue au plan de secteur, aurait nécessité une refonte du projet d'exploitation et des surcoûts),
- Respecte la position prise par le Gouvernement Wallon lors de la révision définitive du plan de secteur (AGW 03-2017), malheureusement non reproduite fidèlement sur la cartographie associée.

3° "concernent un projet qui contribue à la protection, à la gestion ou à l'aménagement des paysages bâtis ou non bâtis."

L'aménagement du dispositif d'isolement (seul élément de la demande qui sera en dérogation au plan de secteur) est un projet contribuant à l'aménagement des paysages bâtis et non bâtis, entre le village de Heyd et la carrière de Préalles. C'est donc dans l'intérêt de toutes les parties que cette dérogation est demandée. En l'absence de dérogation, l'isolement recherché serait retardé de plusieurs années.

15.5.5 Rappel concernant la zone avec prescription supplémentaire "S.60"

Indépendamment de la zone avec prescription supplémentaire "S.63" concernée par la dérogation, la révision du plan de secteur a inscrit une autre zone de ce type : "S.60", zone de dépendances d'extraction réservée à l'exploitation de bassins de décantation.

Cette zone de bassins était inscrite comme telle au plan de secteur initial, mais la simplification de la légende opérée par le décret de 1997 l'avait convertie automatiquement en zone agricole.

La révision du plan de secteur pour étendre la carrière était l'occasion de corriger cette simplification non voulue (les terrains visés étant par ailleurs couverts par permis). Malheureusement, la procédure de révision du plan de secteur a tellement duré qu'à son aboutissement, les bassins étaient saturés et abandonnés. Un nouveau bassin était déjà mis en service plus à l'Ouest, en remblayage de la fosse de carrière.

Ensuite, indépendamment de la présente demande de permis unique, un permis d'urbanisme a été obtenu en 2021 pour établir un parc photovoltaïque sur la surface supérieure (nivelée) des anciens bassins. La dérogation au plan de secteur a été accordée par le Fonctionnaire Délégué.

15.6. LIENS ENTRE LA DEMANDE DE PERMIS UNIQUE ET LE SITE CLASSE DES MEGALITHES

Si la procédure de révision du plan de secteur a duré plusieurs années, c'est en partie en raison d'une procédure de classement comme site du "Champ mégalithique de Wéris" : il a fallu concilier les intérêts patrimoniaux et économiques. En effet, si la majorité des menhirs sont établis à Wéris et Oppagne, le champ mégalithique comprend aussi le menhir "A Djeyi" sur le plateau de Flettin (proche de la fosse d'extension Nord-Ouest) et le menhir d'Ozo.

Il en a résulté, concrètement, la fixation d'une limite commune entre la zone d'extraction et le site classé, limite qui décrit un rayon de 30 mètres autour du menhir A Djeyi, et une ligne droite au Sud-Ouest.

La demande ayant été préparée avant la révision du Code du Patrimoine (entrant en vigueur le 1er avril 2024), aucun élément du projet n'empiète dans le site classé :

- ✓ Le chemin projeté menant au menhir depuis le Sud-Ouest est implanté en limite intérieure de la zone de dépendances d'extraction, donc hors site classé ;
- ✓ Le chemin projeté pour rejoindre les terrains au Nord du menhir sera en zone agricole et forestière,

mais hors site classé,

- ✓ A la demande de l'AWAP, les aménagements autour du menhir sont très limités, ne nécessitant pas d'autorisation urbanistique.

15.7. POSITION DU DEMANDEUR VIS-A-VIS DES RECOMMANDATIONS DE L'EIE

L'étude d'incidences consacre son chapitre 17 au contexte paysager et urbanistique.

Au terme de son analyse paysagère, il formule diverses recommandations, dont la plupart rejoignent partiellement des prises de positions des chapitres "mobilité" et "cadre naturel". Il nous paraît cependant préférable de les analyser ici.

Nous y ajoutons les recommandations du chapitre 10 "Patrimoine".

Recommandations EIE	Position du demandeur
17.5.1. Adaptation du périmètre de la demande de permis	
<i>Distinguer le périmètre de l'établissement et le périmètre de la demande de permis dans laquelle sont réalisés les travaux</i>	OK, via les périmètres tracés sur le plan descriptif et les détails donnés en dernière colonne des tableaux (parcelles, bâtiments,...) sur le formulaire général + explications en ANNEXE 8
Exclure diverses zones de la demande de permis (détail : p.368)	OK sauf E2 (zone des dépendances) car régularisation de nouvelles cabines électriques
Inclure diverses zones de la demande de permis (détail : p.368)	OK sauf I1 (dans cette zone on propose un simple sentier en servitude de passage)
17.5.2. Réponse à la prescription supplémentaire *S.63 du plan de secteur	
<i>Positionner écran boisé en zone agricole</i>	OK, voir point 15.5. ci-avant y c. demande dérogation au plan de secteur
17.5.3. Intégration dans le paysage	
<i>Phase initiale : mise en place d'un écran boisé au Sud</i>	OK, voir ci-avant
<i>Recréer un maillage de haies vives en bordure du site carier</i>	OK, voir annexe 11 (longueur totale de haies sur plateau supérieur à la longueur des haies supprimées)
<i>Boiser le bord supérieur de la fosse actuelle (création d'un bosquet)</i>	Impossible : le retard pris par la demande a obligé l'exploitant à extraire en partie la zone visée
<i>Favoriser le développement de prairies calcaires sur les pentes des talus, le plateau et les pistes inutilisées après phase 1</i>	OK sur le principe, mais pas exactement sur les mêmes zones que la figure 214
<i>Création de 2 points de vue sur la carrière</i>	OK, le 1 ^{er} est déjà en place
<i>Favoriser le développement de prairies calcaires sur zones remblayées de stériles</i>	OK partiel, on prévoit aussi la reconstitution de futaies feuillues
<i>En fin d'exploitation, maintien des chemins agricoles et pédestres créés en début d'exploitation, maintien des haies et bosquets plantés</i>	OK

Recommandations EIE	Position du demandeur
10.5. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU PATRIMOINE	
<i>Risques de basculement du menhir : surveillance des vibrations au droit de celui-ci, dispositif de mesure de l'inclinaison, opérationnel en phase 1, non invasif, discret,... + avenant à la convention avec l'AWAP, ...</i>	Nous proposons de coller une plaque rigide, en face arrière du menhir, et mesurer régulièrement son inclinaison. Très faible probabilité d'atteinte au menhir, vu son poids et son implantation sur sol rocheux.
<i>Surveillance des vibrations au droit du bien situé au n°8 de la rue d'Aisne</i>	OK, cette habitation deviendra progressivement la plus proche des tirs.
<i>Suivi scrupuleux des modalités de suivi archéologique déjà définies dans la convention entre l'AWAP, les carrières de Préalle et la Ville de Durbuy</i>	OK, le demandeur a signé la convention



Demande de permis portant sur la modification sensible du relief du sol au sens de l'article D.IV.4, 9°, du CoDT ou sur l'utilisation d'un terrain pour le dépôt d'un ou plusieurs véhicules usagés, de mitrailles, de matériaux ou de déchets ou pour le placement d'une ou plusieurs installations mobiles au sens de l'article D.IV.4, 15° du CoDT ou sur des actes et travaux d'aménagement au sol aux abords d'une construction autorisée

CADRE RESERVE A LA COMMUNE OU AU FONCTIONNAIRE DELEGUE

Demandeur

.....

Objet de la demande

.....

Référence dossier

.....

Cadre 1 - Demandeur

Personne physique

Nom : Prénom :

N° national :

Adresse

Rue : n° Boîte.....

Code postal : Commune : Pays :

Téléphone : Fax :

Courriel :

Personne morale

Dénomination ou raison sociale : CARRIERES DE PREALLE

Forme juridique : société à responsabilité limitée

Adresse

Rue : Aisne..... n° Boîte

Code postal : 6941..... Commune : HEYD (DURBUY)..... Pays : BELGIQUE

Téléphone : 086 / 69 91 06..... Fax :

Courriel : jose.toussaint@carrieres-de-prealle.be

Personne de contact

Nom : TOUSSAINT..... Prénom : JOSE

Qualité : DIRECTEUR D EXPLOITATION

Téléphone : 0492 / 277 243..... Fax :

Courriel : jose.toussaint@carrieres-de-prealle.be

Auteur de projet

Nom :MARISSIAUX..... Prénom :BERTRAND.....

Dénomination ou raison sociale d'une personne morale :--.....

Forme juridique :--.....

Qualité :Consultant en environnement.....

Adresse

Rue :rue d'Achet..... n°73.... Boîte ...--.....

Code postal : ...5362.... Commune :HAMOIS..... Pays :BELGIQUE.....

Téléphone :083 / 61 29 44..... Fax :

Courriel :b.marissiaux@skynet.be.....

Cadre 2 – Objet de la demande

Description du projet :

Présenter les actes et travaux projetés, le but poursuivi, le cubage approximatif des terres à déplacer ainsi que l'indication de la nature des terres à enlever et, le cas échéant, la nature et l'origine des terres à amener ;

.....Dans le cadre de l'extension d'une carrière, et accessoirement de la réalisation d'une plateforme de stockage au moyen de terres exogènes : modification du relief sur ± 44 hectares, via des terrassements étalés sur plus de 20 ans (permis unique en carrière : permis à durée illimitée).

...La modification de relief en carrière est principalement en déblai, sur une hauteur pouvant à terme dépasser les 60 mètres, et comprend aussi des remblayages par les stériles d'exploitation (terres de couverture, précriblage, boues de lavage). Toutes ces opérations sont décrites et chiffrées à l'ANNEXE 10 de la demande de permis unique.

...La modification de relief par création d'une plateforme concerne une zone limitée de la carrière, qui aura préalablement fait l'objet de remblayage par des stériles. Ces opérations sont décrites et chiffrées à l'ANNEXE 13 de la demande de permis unique.

Si la mise en œuvre du projet est souhaitée par phases, la description de ce phasage :

...L'exploitation de la carrière est prévue en 3 phases, dont la description est donnée en ANNEXE 10....

Cadre 3 - Coordonnées d'implantation du projet

Rue : Aisne..... n°

Code postal : 6941..... Commune : HEYD (DURBUY).....

Liste des parcelles cadastrales concernées par la demande

Si le projet concerne plus de cinq parcelles, joindre une vue en plan reprenant l'ensemble des parcelles

186 PARCELLES !!! voir plan descriptif en ANNEXE 4, ou plan cadastral en ANNEXE 3.

	Commune	Division	Section	N° et exposant	Propriétaire

Parcelle 1				1	
Parcelle 2					
Parcelle 3					
Parcelle 4					
Parcelle 5					

Existence de servitudes et autres droits :

Non

Oui :

Cadre 4 - Antécédents de la demande

- ☐ Certificat d'urbanisme n°1 délivré le à
- ☐ Certificat d'urbanisme n° 2 délivré le à
- ☐ Certificat de patrimoine délivré le à
- ☒ Autres permis relatifs au bien (urbanisme, urbanisation, environnement, unique, implantation commerciale, intégré, ...) :

Ne sont cités ici que les permis en lien avec la demande

.....13-11-2015 : permis unique Cl.1 pour extension de la carrière et exploitation de toutes ses dépendances

.....15-12-2021 : permis d'urbanisme pour implantation d'un parc photovoltaïque

22-08-2001 : ...permis d'urbanisme en vue de modifier le relief du sol et d'exécuter des travaux techniques.....

.....

.....

Cadre 5 - Situation juridique du bien

Liste des documents du CoDT qui s'appliquent au bien et précision du zonage

- ☐ Schéma de développement territorial si application de l'article D.II.16 du CoDT :
- ☒ Plan de secteur : ...Zone de Dépendances d'Extraction, zone agricole.
- ☐ Carte d'affectation des sols :
- ☐ Schéma de développement pluricommunal :
- ☐ Schéma de développement communal :
- ☐ Schéma d'orientation local :
- ☐ Guide communal d'urbanisme :
- ☐ Guide régional d'urbanisme :
- ☐ Permis d'urbanisation : Lot n°:
- ☒ Bien comportant un arbre – arbuste - une haie remarquable
- ☐ Bien soumis à la taxation des bénéfices résultant de la planification

☐ Site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, de rénovation urbaine, de revitalisation urbaine, zone d'initiative privilégiée :

Pour la région de langue française, en application du Code wallon du Patrimoine

- ☐ site - site archéologique - monument - ensemble architectural – inscrit sur la liste de sauvegarde
- ☐ site - site archéologique - monument - ensemble architectural - classé
- ☐ site - site archéologique - monument - ensemble architectural - soumis provisoirement aux effets du classement
- ☐ site - site archéologique - monument - ensemble architectural - figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel
- ☐ zone de protection
- ☐ bien repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine
- ☐ bien relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficie ou a bénéficié de l'intervention financière de la Région
- ☐ bien repris à l'inventaire communal
- ☐ bien visé à la carte archéologique pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification de la structure portante d'un bâtiment antérieur au XXe siècle
- ☒ bien visé à la carte archéologique, pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification du sol ou du sous-sol du bien
- ☐ bien visé par un projet dont la superficie de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare

Pour la région de langue allemande, en vertu du décret du 23 juin 2008 relatif à la protection des monuments, du petit patrimoine, des ensembles et sites, ainsi qu'aux fouilles

- ☐ bien provisoirement ou définitivement classé
- ☐ bien situé dans une zone de protection d'un bien provisoirement ou définitivement classé

Cadre 6 – Liste et motivation des dérogations et écarts

Lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, aux indications d'un guide d'urbanisme ou au permis d'urbanisation, la justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13. du CoDT

...Malgré que la présente demande de permis unique fasse suite à la révision partielle du plan de secteur, ...il est demandé dérogation au plan de secteur pour l'extrémité Sud de la demande.

Cette dérogation est présentée et justifiée "hors formulaire" en ANNEXE 15 de la demande, point 15.5.

Cadre 7 - Code de l'Environnement

La demande comporte (joindre en annexe):

- ☐ Une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement
- ☒ Une étude d'incidences sur l'environnement

Cadre 8 – Décret relatif à la gestion des sols

Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols. Joindre en annexe le formulaire, dûment complété et accompagné des documents requis, tel que visé en annexe 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Cadre 9 - Décret relatif à la voirie communale : création, modification ou suppression de voirie(s) communale(s)

☐

Non

☒

Oui : description succincte des travaux[VOIR ANNEXE 16](#).....

Joindre en annexe le contenu prévu par l'article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ou l'autorisation définitive en la matière.

Cadre 10 – Réunion de projet

La demande comporte (joindre en annexe) :

- ~~○ Le procès verbal non décisionnel de la réunion lorsqu'une réunion de projet a été réalisée~~
- ~~○ La preuve de la demande d'une réunion de projet obligatoire en vertu du CoDT, si cette réunion de projet a été sollicitée et qu'elle ne s'est pas tenue dans les 20 jours de la demande~~

Cadre 11 - Annexes à fournir

La liste des documents à déposer en quatre exemplaires est la suivante :

☒

un plan représentant le contexte urbanistique et paysager qui permet de situer le projet dans un rayon de 200 mètres du projet et qui figure :

☐

l'orientation ;

☐

les voies de desserte avec indication de leur statut juridique et de leur dénomination ;

☐

l'implantation, la nature ou l'affectation des constructions existantes dans un rayon de 50 mètres du projet ;

☐

l'indication numérotée des prises de vues du reportage photographique ;

☒

un reportage photographique en couleurs qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient au minimum :

☐

deux prises de vues, l'une à front de voirie, montrant la parcelle et les immeubles la jouxtant, l'autre montrant la ou les parcelles en vis-à-vis de l'autre côté de la voirie ;

- ☐ au moins trois prises de vues afin de visualiser les limites du bien concerné et les constructions voisines ;
- ☒ l'occupation de la parcelle, représentée sur un plan, qui figure :
- ☐ les limites de la parcelle concernée ;
 - ☐ le cas échéant, l'implantation des constructions existantes sur la parcelle ;
 - ☐ les servitudes du fait de l'homme sur le terrain ;
 - ☐ l'aménagement maintenu ou projeté du sol de la parcelle concernée, en ce compris les zones de recul, les clôtures de celle-ci, les aires de stationnement pour les véhicules, l'emplacement, la végétation existante qui comprend les arbres à haute tige, les haies à maintenir ou à abattre, ainsi que les arbres remarquables, les plantations ;
 - ☐ s'il s'agit d'une modification sensible du relief du sol, l'indication cotée du relief existant de cinq mètres en cinq mètres avec la mention de l'affectation actuelle du terrain, les plantations des propriétés voisines, leur distance vis-à-vis des limites du terrain en cause, ainsi que les coupes indiquant la surface de nivellement du terrain ;
 - ☐ s'il s'agit d'un dépôt de véhicules usagés, de mitrailles, de matériaux ou de déchets, l'implantation du dépôt, la superficie du dépôt et sa hauteur, la nature de matériaux ou déchets à déposer et le type de clôture ou les dispositifs prévus pour masquer le dépôt ainsi que leur emplacement ;
 - ☐ s'il s'agit du placement d'une ou plusieurs installations mobiles, leur implantation, leur nombre et, le cas échéant, le type de clôture ou les dispositifs prévus pour dissimuler les installations ;
 - ☐ la situation prévue après réalisation des modifications du relief du sol ou l'enlèvement du dépôt ;
 - ☐ la gestion des abords et la protection des constructions et plantations voisines ;

Les plans sont numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7 centimètres.

Cadre 11 - Signatures

Je m'engage à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

Signature du demandeur ou du mandataire

.....

Extrait du Code du Développement Territorial**Art. D.IV.33**

Dans les vingt jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 :

1° si la demande est complète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué envoie un accusé de réception au demandeur. Il en envoie une copie à son auteur de projet;

2° si la demande est incomplète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par envoi, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Il en envoie une copie à son auteur de projet. Le demandeur dispose d'un délai de 180 jours pour compléter la demande; à défaut, la demande est déclarée irrecevable. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

Lorsque le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie si le demandeur adresse au fonctionnaire délégué une copie du dossier de demande qu'il a initialement adressé au collège communal, ainsi que la preuve de l'envoi ou du récépissé visé à l'article D.IV.32. Le demandeur en avertit simultanément le collège communal. À défaut d'envoi de son dossier au fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 visés à l'article D.IV.32, la demande est irrecevable. Lorsque, dans le même délai de trente jours, le collège communal n'a pas informé par envoi le fonctionnaire délégué du délai dans lequel la décision du collège communal est envoyée, le fonctionnaire délégué détermine lui-même ce délai sur base du dossier et des consultations obligatoires. Ce délai s'impose au collège communal, qui en est averti par envoi.

Lorsque le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

Art. R.IV.26-1

(...)

Lorsque la demande de permis couvre des objets distincts qui nécessitent des formulaires différents, ceux-ci sont annexés au dossier et forment une seule demande de permis.

Art. R.IV.26-3

Moyennant accord préalable de l'autorité compétente ou de la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou du fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16, le demandeur peut produire les plans à une autre échelle que celles arrêtées.

À titre exceptionnel, l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet. Ces documents complémentaires sont mentionnés dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°.

Le nombre d'exemplaires à fournir est fixé dans les annexes 4 à 11 visées à l'article R.IV.26-1.

Lorsque l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 sollicite des exemplaires supplémentaires auprès du demandeur, elle le mentionne dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°. Le nombre de ces exemplaires complémentaires ne peut dépasser celui des avis à solliciter. L'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut inviter le demandeur à communiquer l'exemplaire supplémentaire sur support informatique en précisant le format du fichier y relatif.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016 formant la partie réglementaire du Code du développement territorial.

Namur, le 22 décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO



Demande de permis portant sur des actes de boisement, de déboisement, d'abattage d'arbres isolés à haute tige, de haies ou d'allées, de culture de sapins de Noël, des actes d'abattage, qui portent préjudice au système racinaire ou de modification de l'aspect d'un ou plusieurs arbres, arbustes ou haies remarquables, des actes de défrichement, de modification de la végétation d'une zone dont le Gouvernement juge la protection nécessaire

CADRE RESERVE A LA COMMUNE OU AU FONCTIONNAIRE DELEGUE

Demandeur

.....

Objet de la demande

.....

Référence dossier

.....

Cadre 1 - Demandeur

Personne physique

Nom : Prénom :

N° national :

Adresse

Rue : n° Boîte.....

Code postal : Commune : Pays :

Téléphone : Fax :

Courriel :

Personne morale

Dénomination ou raison sociale : CARRIERES DE PREALLE

Forme juridique : société à responsabilité limitée

Adresse

Rue : Aisne..... n° Boîte

Code postal : 6941..... Commune : HEYD (DURBUY)..... Pays : BELGIQUE

Téléphone : 086 / 69 91 06..... Fax :

Courriel : jose.toussaint@carrieres-de-prealle.be

Personne de contact

Nom : TOUSSAINT..... Prénom : JOSE

Qualité : DIRECTEUR D EXPLOITATION

Téléphone : 0492 / 277 243..... Fax :

Courriel : jose.toussaint@carrieres-de-prealle.be

Auteur de projet

Nom :MARISSIAUX..... Prénom :BERTRAND.....

Dénomination ou raison sociale d'une personne morale :---

Forme juridique :---

Qualité :Consultant en environnement.....

Adresse

Rue :rue d'Achet..... n°73.... Boîte--.....

Code postal : ...5362.... Commune :HAMOIS..... Pays :BELGIQUE.....

Téléphone :083 / 61 29 44..... Fax :

Courriel :b.marissiaux@skynet.be.....

Cadre 2 – Objet de la demande

Description succincte du projet :

Présenter les actes et travaux projetés et le but poursuivi par le boisement, le déboisement, l'abattage d'arbres isolés à haute tige, de haies ou d'allées, la culture de sapins de Noël, les actes d'abattage, qui portent préjudice au système racinaire ou de modification de l'aspect d'un ou plusieurs arbres, arbustes ou haies remarquables, le défrichement, la modification de la végétation d'une zone dont le Gouvernement juge la protection nécessaire

.....Dans le cadre d'une extension de carrière, dont le programme d'exploitation et le programme de réaménagement sont décrits respectivement en ANNEXES 10 et 11 de la présente demande :

* Abattage de futaies feuillues sur $\pm 5,7$ Ha

* abattage de tronçons de haies vives (± 300 m cumulés) entre terrains agricoles inclus dans la fosse Nord-Ouest de carrière, ainsi que de quelques arbres remarquables, sur le plateau de Flettin

* plantation de nouvelles futaies feuillues en mélange, sur $\pm 7,09$ Ha terrains de carrière préalablement remblayés de stériles jusqu'à retrouver le niveau initial

* plantation de haies vives en bord de fosse et le long de chemins, pour une longueur totale de 1.375 m, dont 520 m à titre de dispositif d'isolement paysager en limite Sud.

Si la mise en œuvre du projet est souhaitée par phases, la description de ce phasage :

.....Tant les abattages que les plantations sont phasés. Globalement, les plantations de haies anticiperont les abattages, par contre la compensation des futaies abattues sera "déphasée", puisque les terrains concernés doivent d'abord être remis à niveau.

.....Voir également les ANNEXES 10 et 11.

Cadre 3 - Coordonnées d'implantation du projet

Rue : Aisne..... n°

Code postal : 6941..... Commune : HEYD (DURBUY).....

Liste des parcelles cadastrales concernées par la demande

Si le projet concerne plus de cinq parcelles, joindre une vue en plan reprenant l'ensemble des parcelles

186 PARCELLES !!! voir plan descriptif en ANNEXE 4, ou plan cadastral en ANNEXE 3.

	Commune	Division	Section	N° et exposant	Propriétaire
Parcelle 1					
Parcelle 2					
Parcelle 3					
Parcelle 4					
Parcelle 5					

Existence de servitudes et autres droits :

Non

Oui :

Cadre 4 - Antécédents de la demande

- ☐ Certificat d'urbanisme n°1 délivré le à
☐ Certificat d'urbanisme n° 2 délivré le à
☐ Certificat de patrimoine délivré le à
☐ Autres permis relatifs au bien (urbanisme, urbanisation, environnement, unique, implantation commerciale, intégré, ...) :

Ne sont cités ici que les permis en lien avec la demande

.....13-11-2015 : permis unique Cl.1 pour extension de la carrière et exploitation de toutes ses dépendances

.....15-12-2021 : permis d'urbanisme pour implantation d'un parc photovoltaïque

22-08-2001 : ...permis d'urbanisme en vue de modifier le relief du sol et d'exécuter des travaux techniques

Cadre 5 - Situation juridique du bien

Liste des documents du CoDT qui s'appliquent au bien et précision du zonage

- ☐ Schéma de développement territorial si application de l'article D.II.16 du CoDT :
☒ Plan de secteur : zone de Dépendances d'Extraction, zone agricole
☐ Carte d'affectation des sols :
☐ Schéma de développement pluricommunal :
☐ Schéma de développement communal :
☐ Schéma d'orientation local :
☐ Guide communal d'urbanisme :
☐ Guide régional d'urbanisme :
☐ Permis d'urbanisation : Lot n°:
☒ Bien comportant un arbre – arbuste - une haie remarquable

- ☐ Bien soumis à la taxation des bénéfices résultant de la planification
- ☐ Site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, de rénovation urbaine, de revitalisation urbaine, zone d'initiative privilégiée :

Pour la région de langue française, en application du Code wallon du Patrimoine

- ☐ site - site archéologique - monument - ensemble architectural – inscrit sur la liste de sauvegarde
- ☐ site - site archéologique - monument - ensemble architectural - classé
- ☐ site - site archéologique - monument - ensemble architectural - soumis provisoirement aux effets du classement
- ☐ site - site archéologique - monument - ensemble architectural - figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel
- ☐ zone de protection
- ☐ bien repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine
- ☐ bien relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficie ou a bénéficié de l'intervention financière de la Région
- ☐ bien repris à l'inventaire communal
- ☐ bien visé à la carte archéologique pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification de la structure portante d'un bâtiment antérieur au XXe siècle
- ☐ bien visé à la carte archéologique, pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification du sol ou du sous-sol du bien
- ☐ bien visé par un projet dont la superficie de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare

Pour la région de langue allemande, en vertu du décret du 23 juin 2008 relatif à la protection des monuments, du petit patrimoine, des ensembles et sites, ainsi qu'aux fouilles

- ☐ bien provisoirement ou définitivement classé
- ☐ bien situé dans une zone de protection d'un bien provisoirement ou définitivement classé

Cadre 6 – Liste et motivation des dérogations et écarts

Lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, aux indications d'un guide d'urbanisme ou au permis d'urbanisation, la justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13. du CoDT :

.....
 ...Malgré que la présente demande de permis unique fasse suite à la révision partielle du plan de secteur,
 ...il est demandé dérogation au plan de secteur pour l'extrémité Sud de la demande.

Cette dérogation est présentée et justifiée "hors formulaire" en ANNEXE 15 de la demande, point 15.5.

.....

Cadre 7 - Code de l'Environnement

La demande comporte (joindre en annexe):

- ☐ Une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ([annexe](#))
- ☐ Une étude d'incidences sur l'environnement

Cadre 8 – Décret relatif à la gestion des sols

Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols. Joindre en annexe le formulaire, dûment complété et accompagné des documents requis, tel que visé en annexe 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Cadre 9 - Annexes à fournir

La liste des documents à déposer en quatre exemplaires est la suivante :

- ☒ un plan représentant le contexte urbanistique et paysager qui permet de situer le projet dans un rayon de deux cents mètres du projet et qui figure :
 - ☐ l'orientation ;
 - ☐ les voies de desserte avec indication de leur statut juridique et de leur dénomination ;
 - ☐ l'implantation, la nature ou l'affectation des constructions existantes dans un rayon de 50 mètres du projet ;
 - ☐ l'indication numérotée des prises de vues du reportage photographique ;
- ☒ un reportage photographique en couleurs qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient au minimum :
 - ☐ deux prises de vues, l'une à front de voirie, montrant la parcelle et les immeubles la jouxtant, l'autre montrant la ou les parcelles en vis-à-vis de l'autre côté de la voirie ;
 - ☐ au moins trois prises de vues afin de visualiser les limites du bien concerné et les constructions voisines ;
- ☒ l'occupation de la parcelle, représentée sur un plan, qui figure :
 - ☐ les limites de la parcelle concernée et sa superficie ;
 - ☐ le cas échéant, l'implantation des constructions existantes sur la parcelle ;
 - ☐ les servitudes du fait de l'homme sur le terrain ;
 - ☐ la localisation des plantations et l'indication de leurs essences ;
 - ☐ l'indication des arbres existants à maintenir ;
 - ☐ le cas échéant, le type de clôtures ;
 - ☐ en cas d'abattage, de préjudice au système racinaire ou de la modification apportée à l'aspect d'un ou plusieurs arbres, arbustes ou haies remarquables, l'identification de l'arbre, de l'arbuste par le nom du genre et de l'espèce, sa circonférence mesurée à 1,50 mètre du niveau du sol, ou la nature de la haie, son âge estimé, , ainsi que le mode de répartition isolé ou en groupe;

- ☐ la situation prévue après la culture intensive d'essences forestières, le déboisement, l'abattage d'un ou plusieurs arbres, arbustes, allées ou haies, le défrichement ou la modification de la végétation, la culture de sapins de Noël.

Les plans sont numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7centimètres.

Cadre 10 – Réunion de projet

La demande comporte (joindre en annexe) :

- ~~○ Le procès verbal non décisionnel de la réunion lorsqu'une réunion de projet a été réalisée~~
- ~~○ La preuve de la demande d'une réunion de projet obligatoire en vertu du CoDT, si cette réunion de projet a été sollicitée et qu'elle ne s'est pas tenue dans les 20 jours de la demande~~

Cadre 11 - Signatures

Je m'engage à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

Signature du demandeur ou du mandataire

.....



Demande de permis d'urbanisme portant sur des travaux techniques

CADRE RESERVE A LA COMMUNE OU AU FONCTIONNAIRE DELEGUE

Demandeur

.....

Objet de la demande

.....

Référence dossier

.....

Cadre 1 - Demandeur

Personne physique

Nom : Prénom :

N° national :

Adresse

Rue : n° Boîte

Code postal : Commune : Pays :

Téléphone : Fax :

Courriel :

Personne morale

Dénomination ou raison sociale : CARRIERES DE PREALLE

Forme juridique : société à responsabilité limitée

Adresse

Rue : Aisne..... n° Boîte

Code postal : 6941..... Commune : HEYD (DURBUY)..... Pays : BELGIQUE

Téléphone : 086 / 69 91 06..... Fax :

Courriel : jose.toussaint@carrieres-de-prealle.be

Personne de contact

Nom : TOUSSAINT..... Prénom : JOSE

Qualité : DIRECTEUR D EXPLOITATION

Téléphone : 0492 / 277 243..... Fax :

Courriel : jose.toussaint@carrieres-de-prealle.be

Auteur de projet

Nom :MARISSIAUX..... Prénom :BERTRAND.....

Dénomination ou raison sociale d'une personne morale :---

Forme juridique :---

Qualité :Consultant en environnement.....

Adresse

Rue :rue d'Achet..... n°73.... Boîte---

Code postal : ...5362.... Commune :HAMOIS..... Pays :BELGIQUE.....

Téléphone :083 / 61 29 44..... Fax :

Courriel :b.marissiaux@skynet.be.....

Cadre 2 – Objet de la demande

Description succincte du projet :

Par travaux techniques, on entend :

- a) les travaux pour lesquels les techniques de l'ingénieur ont une part prépondérante tels que les ponts et tunnels, routes, parkings, voies ferrées, métro et tout transport à supports fixes, pistes des aérodromes, ouvrages hydrauliques, barrages, canaux, ports et marines, captage des eaux, lignes électriques, pylônes, mâts, turbines, gazoducs, oléoducs, pipe-lines, télécommunication ;
- b) les travaux de génie rural ;
- c) les installations ou constructions dans la conception desquels les techniques de l'ingénieur ont une part prépondérante tels que les équipements de production, de stockage, de manutention, les bandes transporteuses, les portiques, les tuyauteries, les ponts roulants, les tours de stockage, les silos, les filtres extérieurs.

.....La demande de permis unique vise principalement l'extension et le réaménagement d'une carrière, d'où la présence des formulaires de demande "Annexe 6" (modification de relief) et Annexe 7 (boisement, déboisement). Elle comprend aussi des travaux techniques ("dans lesquels les techniques de l'ingénieur ont une part prépondérante", les dispensant du concours d'un architecte) :

- le déplacement de chemins communaux, soit la construction de tronçons de chemins qui seront ensuite versés dans le domaine public communal tandis que les tronçons existants correspondants seront démolis ;
- la construction d'une cabine électrique préfabriquée en béton "B013" complémentaire et voisine de la cabine B005 devenue trop exigüe (régularisation) ;
- la construction d'une cabine électrique métallique "B014" abritant le transformateur I019 (régularisation) ;
- la construction d'une cabine électrique projetée à court terme, en remplacement d'un groupe électrogène : B015.

Si la mise en œuvre du projet est souhaitée par phases, la description de ce phasage :

...Les déplacements de chemins seront opérés en 3 phases, chaque fois lorsque l'avancement du front d'exploitation nécessitera à très court terme la suppression du tronçon de chemin correspondant. Le phasage est explicité dans l'ANNEXE 16 de la demande.

La construction des cabines électriques B013 et B014 n'est pas phasée, puisque déjà effective.

...la construction de la cabine B015 reste dépendante des délais de mise à disposition de puissance électrique supplémentaire par ORES.

Cadre 3 - Coordonnées d'implantation du projet

Rue : Aisne..... n°

Code postal : 6941..... Commune : HEYD (DURBUY).....

Liste des parcelles cadastrales concernées par la demande

Si le projet concerne plus de cinq parcelles, joindre une vue en plan reprenant l'ensemble des parcelles

186 PARCELLES !!! voir plan descriptif en ANNEXE 4, ou plan cadastral en ANNEXE 3.

	Commune	Division	Section	N° et exposant	Propriétaire
Parcelle 1					
Parcelle 2					
Parcelle 3					
Parcelle 4					
Parcelle 5					

Existence de servitudes et autres droits :

Non

Oui :

Cadre 4 - Antécédents de la demande

☐ Réunion de projet en date du :

☐ Certificat d'urbanisme n°1 délivré le à

☐ Certificat d'urbanisme n° 2 délivré le à

☐ Certificat de patrimoine délivré le à

☒ Autres permis relatifs au bien (urbanisme, urbanisation, environnement, unique, implantation commerciale, intégré, ...) :

Ne sont cités ici que les permis en lien avec la demande

.....13-11-2015 : permis unique Cl.1 pour extension de la carrière et exploitation de toutes ses dépendances

.....15-12-2021 : permis d'urbanisme pour implantation d'un parc photovoltaïque

22-08-2001 : ...permis d'urbanisme en vue de modifier le relief du sol et d'exécuter des travaux techniques.....

.....

Cadre 5 - Situation juridique du bien

Liste des documents du CoDT qui s'appliquent au bien et précision du zonage

- ☐ Schéma de développement territorial si application de l'article D.II.16 du CoDT :
- ☒ Plan de secteur : zone de Dépendances d'Extraction, zone d'activité économique industrielle, zone agricole, zone forestière
- ☐ Carte d'affectation des sols :
- ☐ Schéma de développement pluricommunal :
- ☐ Schéma de développement communal :
- ☐ Schéma d'orientation local :
- ☐ Guide communal d'urbanisme :
- ☐ Guide régional d'urbanisme :
- ☐ Permis d'urbanisation : Lot n°:
- ☒ Bien comportant un arbre – arbuste - une haie remarquable
- ☐ Bien soumis à la taxation des bénéfices résultant de la planification
- ☐ Site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, de rénovation urbaine, de revitalisation urbaine, zone d'initiative privilégiée :

Pour la région de langue française, en application du Code wallon du Patrimoine

- ☐ site - site archéologique - monument - ensemble architectural – inscrit sur la liste de sauvegarde
- ☐ site - site archéologique - monument - ensemble architectural - classé
- ☐ site - site archéologique - monument - ensemble architectural - soumis provisoirement aux effets du classement
- ☐ site - site archéologique - monument - ensemble architectural - figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel
- ☐ zone de protection
- ☐ bien repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine
- ☐ bien relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficie ou a bénéficié de l'intervention financière de la Région
- ☐ bien repris à l'inventaire communal
- ☐ bien visé à la carte archéologique pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification de la structure portante d'un bâtiment antérieur au XXe siècle
- ☐ bien visé à la carte archéologique, pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification du sol ou du sous-sol du bien
- ☐ bien visé par un projet dont la superficie de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare

Pour la région de langue allemande, en vertu du décret du 23 juin 2008 relatif à la protection des monuments, du petit patrimoine, des ensembles et sites, ainsi qu'aux fouilles

- ☐ bien provisoirement ou définitivement classé
- ☐ bien situé dans une zone de protection d'un bien provisoirement ou définitivement classé

Cadre 6 – Liste et motivation des dérogations et écarts

Lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, aux indications d'un guide

d'urbanisme, ou au permis d'urbanisation, la justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13. du CoDT :

..... Malgré que la présente demande de permis unique fasse suite à la révision partielle du plan de secteur, il est demandé dérogation au plan de secteur pour l'extrémité Sud de la demande.

Cette dérogation est présentée et justifiée "hors formulaire" en ANNEXE 15 de la demande, point 15.5.

...La dérogation ne vise cependant pas les actes et travaux concernés par la présente annexe.

Cadre 7 - Code de l'Environnement

La demande comporte (joindre en annexe):

Une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement

Une étude d'incidences sur l'environnement

Cadre 8 – Décret relatif à la gestion des sols

Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols. Joindre en annexe le formulaire, dûment complété et accompagné des documents requis, tel que visé en annexe 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Cadre 9 - Décret relatif à la voirie communale : création, modification ou suppression de voirie(s) communale(s)

☐

Non

☒

Oui : description succincte des travauxVOIR ANNEXE 16 DE LA DEMANDE DE PERMIS UNIQUE

Joindre en annexe le contenu prévu par l'article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ou l'autorisation définitive en la matière.

Cadre 10 – Formulaire statistique

Respecter la législation fédérale en matière de formulaire statistique

Cadre 11 - Annexes à fournir

La liste des documents à déposer en quatre exemplaires est la suivante :

- ☒ le projet comprenant :
 - ☐ le tracé et les coupes longitudinales et transversales, figurant :
 - ☐ l'indication des chemins publics avec indication de leur dénomination, de leur largeur dans un rayon de cinquante mètres de chacune des limites de la parcelle ;
 - ☐ les limites cotées du terrain ;
 - ☐ les courbes de niveau des coupes de terrain actuelles et projetées ;
 - ☐ l'implantation, le genre ou la destination des bâtiments voisins dans un rayon de cinquante mètres de chacune des limites de la parcelle ;
 - ☐ l'implantation des bâtiments, existant sur la parcelle, à maintenir ou à démolir ;
 - ☐ l'emplacement des arbres à haute tige à maintenir ou à abattre ;
 - ☐ les vues des différents peuplements éventuels ;
 - ☐ la vue en plan et les profils en long sont établis à l'échelle de 1/200^e, ou 1/1000^e ou 1/5.000^e ;
 - ☐ les profils en travers, sont établis à l'échelle de 1/100^e ou 1/50^e ;
 - ☐ l'avis des impétrants concernés sur la faisabilité technique du projet ;
- ☒ un reportage photographique en couleurs qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient des photos en couleurs, des parcelles et des propriétés contiguës et voisines, ainsi que l'aspect général de la zone avec indication des différents endroits de prise de vue sur le plan de situation ;
- ☒ un plan de situation comportant l'orientation établi à l'échelle de 1/5.000^e ou 1/10.000^e ;
- ☐ le cas échéant, un plan général de chaque tronçon de voirie.

Les plans sont numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7centimètres.

Cadre 12 - Signatures

Je m'engage à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

Signature du demandeur ou du mandataire

.....

Extrait du Code du Développement Territorial**Art. D.IV.33**

Dans les vingt jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 :

1° si la demande est complète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué envoie un accusé de réception au demandeur. Il envoie une copie à son auteur de projet;

2° si la demande est incomplète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par envoi, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Il envoie une copie à son auteur de projet. Le demandeur dispose d'un délai de 180 jours pour compléter la demande; à défaut, la demande est déclarée irrecevable. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

Lorsque le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie si le demandeur adresse au fonctionnaire délégué une copie du dossier de demande qu'il a initialement adressé au collège communal, ainsi que la preuve de l'envoi ou du récépissé visé à l'article D.IV.32. Le demandeur en avertit simultanément le collège communal. À défaut d'envoi de son dossier au fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 visés à l'article D.IV.32, la demande est irrecevable. Lorsque, dans le même délai de trente jours, le collège communal n'a pas informé par envoi le fonctionnaire délégué du délai dans lequel la décision du collège communal est envoyée, le fonctionnaire délégué détermine lui-même ce délai sur base du dossier et des consultations obligatoires. Ce délai s'impose au collège communal, qui en est averti par envoi.

Lorsque le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

Art. R.IV.26-1

(...)

Lorsque la demande de permis couvre des objets distincts qui nécessitent des formulaires différents, ceux-ci sont annexés au dossier et forment une seule demande de permis.

Art. R.IV.26-3

Moyennant accord préalable de l'autorité compétente ou de la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou du fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16, le demandeur peut produire les plans à une autre échelle que celles arrêtées.

À titre exceptionnel, l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet. Ces documents complémentaires sont mentionnés dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°.

Le nombre d'exemplaires à fournir est fixé dans les annexes 4 à 11 visées à l'article R.IV.26-1.

Lorsque l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 sollicite des exemplaires supplémentaires auprès du demandeur, elle le mentionne dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°. Le nombre de ces exemplaires complémentaires ne peut dépasser celui des avis à solliciter. L'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut inviter le demandeur à communiquer l'exemplaire supplémentaire sur support informatique en précisant le format du fichier y relatif.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016 formant la partie réglementaire du Code du développement territorial.

Namur, le 22 décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

**FORMULAIRE ASSOCIE AU CADRE "DECRET RELATIF A LA
GESTION ET A L'ASSAINISSEMENT DES SOLS" DES
FORMULAIRES DE DEMANDE DE PERMIS D'URBANISME,
UNIQUE OU INTEGRE, ET DE DEMANDE DE CERTIFICAT
D'URBANISME N°2**

Ce formulaire et ses annexes éventuelles doivent accompagner le formulaire de demande de permis ou de certificat d'urbanisme n°2 sollicité auprès des autorités compétentes définies par le Code du Développement Territorial.

Les documents requis sont datés de moins de six mois.

Les termes "Décret sols" de ce formulaire font référence au Décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Une aide au remplissage de ce formulaire est disponible sur le Portail environnement du Service Public de Wallonie - <https://dps.environnement.wallonie.be/home/formulaires-sol.html>

CADRE I : VERIFICATION DES DONNEES RELATIVES AU BIEN INSCRITES DANS LA B.D.E.S.

I.1 Les parcelles objet de votre demande de permis sont-elles reprises en couleur "pêche" dans la Banque de Données de l'Etat des Sols (BDES – bdes.wallonie.be)¹?

☒ Oui, veuillez mentionner les parcelles cadastrales concernées, soit en remplissant le tableau ci-dessous soit en joignant un extrait conforme de la BDES pour chaque parcelle concernée (attention, cet extrait conforme est payant et doit dater de moins de trois mois), et passer aux questions suivantes (y compris celles du cadre II de ce document) :

Référence de la parcelle cadastrale concernée par la couleur "pêche" (Catégorie 1 et/ou 2 telle(s) que définie(s) à l'article 12 §2 et/ou 3 du Décret sols)	Date de consultation de la B.D.E.S. (dans les trois mois précédant la date du dépôt de ce formulaire)
<i>Parcelles "gisement" et "dépendances" de la carrière actuelle, soit un total de 54 parcelles sur les 186 citées dans la demande</i>	<i>30-01-2024</i>

☐ Non, veuillez examiner les points I.2 et I.3 du cadre I et passer ensuite directement à la déclaration sur l'honneur en fin de ce document.

I.2 Si vous devez apporter des informations complémentaires relatives à l'état de pollution du sol, en lien avec l'objet de la demande de permis, non présentes dans la BDES et non encore transmises à la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, **veuillez** suivre la procédure prévue par l'article

¹ Concernant les parcelles reprises en "bleu" dans la BDES, veuillez prendre connaissance des informations données à ce sujet sur le Portail Environnement du Service Public de Wallonie

6 du décret sols en déclarant une pollution du sol au fonctionnaire chargé de la surveillance ainsi qu'au collège communal de la ou des commune(s) concernée(s).

I.3 Si vous souhaitez apporter des rectifications aux données contenues dans la BDES, **veuillez** introduire une demande de rectification (utilisation du bouton "rectification" prévu à cet effet pour chaque parcelle reprise dans la B.D.E.S.).

CADRE II : DOCUMENTS REQUIS EN VERTU DES OBLIGATIONS DU DECRET SOLS

Attention, ce cadre n'est à remplir qu'en cas de demande de permis pour laquelle au moins une des parcelles concernées par la demande est reprise en couleur "pêche" dans la BDES.

II.1. Votre demande de permis correspond-elle à une des situations suivantes :

Objet principal de la demande de permis		oui	non
Réalisation d'un réseau de distribution, de production ou d'assainissement d'eau, d'électricité ou de gaz, de télécommunication, de téléinformatique, de télédistribution ou de transport de gaz, d'électricité ou de fluide			X
Réalisation de travaux de voiries			X
Etablissement temporaire au sens de l'article 1er, 4°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et dont la durée d'exploitation continue n'excède pas un an			X
Projet avec actes et travaux de nature ou d'ampleur limitée et correspondant :			X
	- au placement d'une installation fixe non destinée à l'habitation, non ancrée ou incorporée au sol, et dont l'appui au sol assure la stabilité au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1er, 1°, du CoDT ;		
	- à la construction d'un bâtiment ou d'un ouvrage ou au placement d'une l'installation fixe incorporée au sol ou ancrée au sol au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1er, 1°, du CoDT, pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient remplies : a) la construction ou l'installation est non destinée à l'habitation ; b) l'emprise au sol est inférieure à quarante mètres carrés ; c) les actes et travaux ne nécessitent pas d'excavation de sol ; d) aucune partie du sol n'est munie d'un revêtement imperméable dû aux travaux entrepris dans le cadre du permis ;		X
	- à la modification sensible du relief du sol sur une surface inférieure à quarante mètres carrés et dont la hauteur, en remblai ou en déblai, est de maximum cinquante centimètres par rapport au niveau naturel du terrain ;		X
	- au défrichage ou à la modification de la végétation au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1er, 13°, du CoDT, sur une surface inférieure à vingt mètres carrés ;		X
	- à un boisement au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1er, 10°, lorsque celui-ci est destiné à établir un projet de phytomanagement dont l'objectif n'est pas un assainissement du sol		X

Si vous avez répondu oui pour au moins une des situations du tableau ci-dessus, veuillez passer directement à la déclaration sur l'honneur en fin de ce document.

Sinon, veuillez passer aux questions qui suivent.

II.2. Votre demande de permis implique-t-elle soit :

1° la mise en œuvre d'actes et travaux parmi les suivants ? :

Actes et travaux (visés à l'article D.IV.4, alinéa 1 ^{er} , 1°, 4°, 9° et 13° du CoDT)	oui	non
- construction d'un bâtiment ou d'un ouvrage, ou utilisation d'un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations fixes		X
- reconstruction		X
- modification sensible du relief du sol	X	
- défrichement ou modification de la végétation d'une zone dont le Gouvernement juge la protection nécessaire		X

☐ Si vous avez répondu non à toutes les situations du tableau ci-dessus, veuillez passer au point 2°.

☒ Si vous avez répondu oui pour au moins une des situations du tableau ci-dessus, veuillez passer aux sous-questions suivantes :

Le terrain visé comporte-t-il au moins une pollution connue ou potentielle du sol ?

☐ Oui

Veuillez décrire brièvement les actes et travaux envisagés et joindre un plan localisant clairement la ou les zone(s) de pollution connue ou potentielle du sol et les zones de travaux objet de la demande de permis.

.....
.....

Les actes et travaux précités impliquent-ils une modification de l'emprise au sol impactant la gestion des sols²?

☐ Oui, veuillez décrire les impacts de ces actes et travaux sur la gestion des sols

.....

☐ Non., veuillez justifier l'absence d'impact de ces actes et travaux sur la gestion des sols

.....

☒ Non, veuillez passer au point 2°.

² c'est-à-dire une modification de la surface au sol ou un/des remaniement(s) du sol du fait d'actes et travaux susceptibles d'empêcher ou de rendre exagérément difficile des investigations, des analyses ou des actes et travaux d'assainissement visant une pollution du sol identifiée au niveau du terrain ou localisée à proximité directe

2° un changement d'usage vers un type plus contraignant (l'usage I étant le plus contraignant et l'usage V étant le moins contraignant), généré par un changement d'affectation (tel que défini à l'annexe 2 du Décret sols) ou d'usage de fait (tel que défini à l'annexe 3 du Décret sols) ?;

a) Veuillez décrire votre situation actuelle :

	Usage repris dans la première colonne de l'annexe 2 ou 3 du Décret sols	Numéro d'usage correspondant du Décret sols (I, II, III, IV ou V)
Situation de droit (annexe 2)	<i>Zone dépendances d'extraction</i>	<i>Type V</i>
Situation de fait (annexe 3)	<i>Carrière (Sud chemin n°6)</i>	<i>Type III</i>

Remarques complémentaires éventuelles :

b) Veuillez décrire votre situation projetée :

	Usage repris dans la première colonne de l'annexe 2 ou 3 du Décret sols	Numéro d'usage correspondant du Décret sols (I, II, III, IV ou V)
Situation de droit (annexe 2)	<i>Zone dépendances d'extraction</i>	<i>Type V</i>
Situation de fait (annexe 3)	<i>Carrière (centre et nord de la fosse de carrière actuelle)</i> <i>Zone de valorisation de terres exogènes (sud de la fosse de carrière actuelle)</i>	<i>Type III</i> <i>Type III</i>

Remarques complémentaires éventuelles :

c) Y a-t-il un changement d'usage vers un usage plus contraignant ?

☐ Oui, justifier brièvement :

☒ Non, justifier brièvement :

i. Les terrains déjà occupés par la carrière et ses dépendances, et qui le resteront, ne verront pas de changement de leur situation de droit ni de fait, malgré que le permis sollicité entrainera du back-filling (remblayage partielle de la fosse par des stériles de carrière).

ii. Les terrains déjà occupés par la carrière, et qui seront couverts par le projet de valorisation de terres exogène (extrémité Sud de la fosse de carrière actuelle), accueillent

déjà du back-filling (couvert par le permis unique de 2015), les terres exogènes ne seront qu'un remblai supplémentaire.

iii. Quant aux terrains actuellement occupés par l'agriculture et la forêt (non repris à la BDES), soit l'extension proprement dite de la carrière, ils passeront des types I ou II au type III, soit un usage moins contraignant. Par principe ces terrains ne sont pas concernés par les questions ((page 1 du formulaire : question I.1, réponse = NON)

Si vos actes et travaux n'impliquent pas de modification de l'emprise au sol impactant la gestion des sols et que votre projet n'induit pas de changement d'usage vers un type plus contraignant, veuillez passer directement à la déclaration sur l'honneur en fin de ce document.

Sinon, veuillez passer aux questions qui suivent.

II.3. Rentrez-vous dans les autres cas de dérogation de réaliser une étude d'orientation prévu par le Décret sols?

☐ Oui, veuillez joindre la décision de la Direction de l'Assainissement des Sols du Département du Sol et des Déchets de la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement accordant la dérogation datant de moins de six mois

☐ Non, veuillez joindre à ce formulaire une étude d'orientation portant sur le périmètre de la demande de permis, réalisée par un expert agréé, tel que requis par le Décret sol, et veuillez spécifier le numéro de dossier qui lui a été attribué par la Direction de l'Assainissement des Sols du Département du Sol et des Déchets de la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement :

Le soussigné,**Frédéric MATHIEU**....., déclare et certifie sur l'honneur que les informations reprises eu sein du présent formulaire et de ses annexes sont complètes et exactes.

Fait àHEYD....., le

Signature

Photo 1

7 9 10

Echelle 1/5.000
M

0 100 250 500

NORD

An aerial photograph of a quarry and surrounding landscape. The quarry is a large, light-colored, excavated area with several ponds. To the right of the quarry is a small village with houses and a road. The surrounding area is covered in green fields and dense forests. Eight satellite locations are marked with blue icons and numbers 1 through 8. Dashed cyan lines form a network across the map, likely representing signal coverage or boundaries. The map is oriented with North at the top.

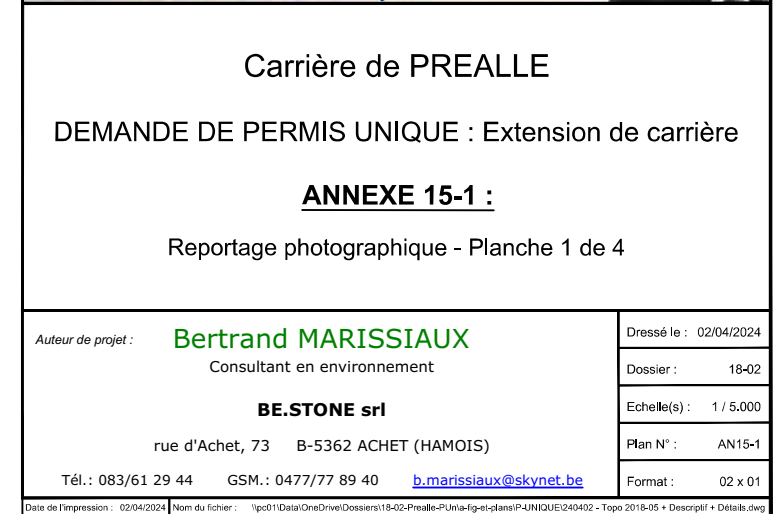


Photo 2



PHOTO 2 : Panoramique de la carrière existante (sens Sud Nord) depuis le bord de chemin agricole. L'absence d'écran paysager sur la moitié Ouest est évidente de ce point de vue. La moitié Est bénéficie du rideau boisé surplombant les stocks. A l'extrême droite, le parc photovoltaïque

Photo 3



PHOTO 3 : Le déversoir d'orage, vu depuis le "pont de Tour" : le ruisseau de Tour se dirige vers la carrière et passe en canalisation enterrée au centre de la photo. En période de crue, l'excédent de débit part à gauche, vers la fosse de carrière.

Photo 4



PHOTO 4 : Panoramique de la carrière actuelle depuis la limite Sud-Ouest (route proche du pont de Tour). De gauche à droite : le front Ouest en limite de gisement, le gisement actuellement exploité, cachant celui de la phase 1. En contrebas, les terrains dont l'extraction est terminée, en cours de remblayage par des stériles "secs" (constitution de rampes et digues) et des boues.



Aisne
59411 Durbuy - Belgique
Tél. : +32 86 499 106
Fax : +32 86 499 709
info@carrieres-de-prealle.be

Auteur de projet : **Bertrand MARISSIAUX**
Consultant en environnement

BE.STONE srl
rue d'Achet, 73 B-5362 ACHET (HAMOIS)

Tél. : 083/61 29 44 GSM. : 0477/77 89 40 b.marissiaux@skynet.be

Dressé le :	02/04/2024
Dossier :	18-02
Echelle(s) :	1/1000
Plan N° :	AN15-2
Format :	02 x 01

Carrière de PREALLE

DEMANDE DE PERMIS UNIQUE : Extension de carrière

ANNEXE 15-2 :

Reportage photographique - Planche 2 de 4

Date de l'impression : 02/04/2024 Nom du fichier : I:\cd011\Data\OneDrive\Documents\18-02-Prealle-P\Unia-fg-et-clame\PLANIQUE\240402 - Topo 2018-05 - Descriptif - Détails.dwg

Photo 5



PHOTO 5 : Vue de la carrière actuelle dans une direction quasi opposée à la photo 4, depuis le bord du chemin n°6. Au loin (> 1 km), le village de Heyd.

Photo 6




PHOTO 6 : Vue des prairies et (en recul) du bois communal concernés par la phase 1 de l'extension. La carrière actuelle est en contrebas à gauche.

Photo 7



PHOTO 7 : Vue du tracé qu'occupera le chemin n°6 après déviation définitive en limite Ouest du périmètre de demande, sens Sud Nord (donc le gisement à extraire est à gauche).



Alène
5841 Durbuy - Belgique
Tél.: +32 86 499 106
Fax: +32 86 499 709
info@carrieres-de-prealle.be

Carrières de PREALLE s.p.r.l.

Carrière de PREALLE

DEMANDE DE PERMIS UNIQUE : Extension de carrière

ANNEXE 15-3 :

Reportage photographique - Planche 3 de 4

Auteur de projet : Bertrand MARISSIAUX Consultant en environnement	Dressé le :	02/04/2024
	Dossier :	18-02
	Echelle(s) :	1/1000
	Plan N° :	AN15-3
	Format :	02 x 01
Tél.: 083/61 29 44 GSM.: 0477/77 89 40 b.marissiaux@skynet.be		
Date de l'impression : 02/04/2024 Nom du fichier : I:\p011\Data\OneDrive\Dossiers\18-02-Prealle-P\Unifig-et-plans\4-UNIQUE\240402 - Topo 2018-05 + Descriptif + Détails.dwg		

